

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **Éditorial : Préparatifs pour une autre conférence ministérielle en juillet**

Cette semaine, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a annoncé de façon quasi-officielle qu'il rappellera très probablement les ministres à Genève afin qu'ils finissent le travail qu'ils ont commencé en juillet dernier. « Je tiens à souligner les façons dont l'OMC réagit à la crise économique actuelle et je vous demande à tous de continuer d'insister pour que le monde du commerce prenne les mesures les plus favorables possibles à court terme – c'est-à-dire conclue le Cycle de Doha », a déclaré M. Lamy à un auditoire à Auckland, en Nouvelle-Zélande. Le DG a mentionné les trois conditions qui doivent être réunies pour que cela se produise : en premier lieu, tous les chefs d'État et de gouvernement du G-20 doivent réitérer le soutien politique qu'ils ont apporté le 15 novembre 2008 à un accord rapide sur les modalités; en deuxième lieu, les élections générales en Inde doivent se dérouler; et enfin, le gouvernement américain doit arrêter les grandes lignes de sa politique commerciale. Les deux premières conditions peuvent ne pas être perçues comme étant problématiques, mais la troisième ne cesse de se compliquer.

### **M. Lamy s'adresse à des foules gagnées au Cycle de Doha**

Cette semaine, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, s'est rendu dans des pays gagnés au Cycle de Doha afin de plaider en faveur d'une conclusion rapide du Cycle cette année. Le DG a prêché à des convertis en Australie et en Nouvelle-Zélande au cours de la semaine du 2 mars. M. Lamy y a répété que la réponse au ralentissement économique ne devrait pas consister en des mesures protectionnistes telles que des campagnes « Achetez des produits du pays », tout en louant le président du Brésil, M. Lula et, dans une certaine mesure, le président des États-Unis, M. Barack Obama, pour la position qu'ils ont adoptée l'un et l'autre afin d'éviter le protectionnisme. « Nous savons tous qu'avec le protectionnisme, tout le monde est perdant », a déclaré M. Lamy, affirmant que le principal défi auquel sont confrontés aujourd'hui les membres de l'OMC consiste à faire en sorte que le commerce fasse partie de la solution et non du problème. « Les négociations à l'OMC sont la seule possibilité de réduire globalement les subventions agricoles de façon permanente et juridiquement contraignantes. Ces coupures des subventions aboutiront à une uniformisation des règles du jeu et amélioreront la situation concurrentielle des pays et, au fil du temps, cela devrait être au moins aussi précieux que les améliorations directes de l'accès aux marchés que le Cycle propose également », a expliqué le DG.

« Nous avons atteint environ 80 % des objectifs que nous avons fixés lors du Cycle de Doha. Cela est dû, en grande partie, à un processus efficace et ciblé de négociation à Genève, dans le cadre duquel nous poursuivons notre travail sur les questions techniques et de fond qui doivent être réglées avant que les dirigeants politiques s'impliquent. Je suis sûr que grâce à l'orientation politique voulue, à la volonté de parvenir à des compromis et à des attentes réalistes, nous pourrions conclure ces négociations rapidement. »

Alors qu'il abordait précédemment avec circonspection le sujet de l'établissement de dates précises pour la prochaine conférence ministérielle, le DG semble à présent confiant qu'avec l'aide d'un fort soutien politique du Sommet des chefs d'État et de gouvernement du G-20 qui se déroulera cet avril, il sera en mesure de rappeler les ministres à Genève en juillet afin qu'ils terminent le travail qu'ils ont commencé en juillet dernier. « Le Sommet des dirigeants du G-20 qui s'est déroulé en novembre l'année dernière était une première étape importante de la constitution d'un front mondial pour lutter contre la crise économique actuelle et rejeter le protectionnisme. Le prochain Sommet du G-20, qui se tiendra à Londres au début d'avril, sera un creuset qui éprouvera la capacité des grandes économies de collaborer, main dans la main, à la recherche de solutions permettant de tirer l'économie mondiale d'une récession plus profonde. La volonté politique et leur capacité à la traduire en mesures seront mises à l'épreuve. »

M. Lamy a rappelé à son auditoire qu'il a fallu plus de huit ans pour conclure le dernier cycle de pourparlers commerciaux et a fait observer « qu'il n'est pas impossible que celui-ci dure plus longtemps que le Cycle d'Uruguay ».

## Le rapport annuel de l'USTR ne ménage pas le Cycle de Doha

Entre-temps, le gouvernement Obama risque de ne pas être aussi optimiste que le DG de l'OMC lorsqu'il s'agit du Cycle de Doha. Dans son rapport « 2009 Trade Policy Agenda and 2008 Annual Report » (Programme stratégique commercial de 2009 et rapport annuel de 2008), le nouveau gouvernement a formulé des préoccupations à l'égard de l'état actuel des négociations multilatérales et a affirmé qu'un accès solide pour les biens et les services sera important pour s'attaquer à la crise économique mondiale. Le rapport semble faire écho aux préoccupations exprimées par les trois organismes américains qui sont les plus impliqués dans les pourparlers commerciaux, en l'occurrence la National Association of Manufacturers, la American Farm Bureau Federation et la Coalition Services Industries, qui, dans une lettre qu'ils ont envoyée à la Maison-Blanche le 24 février, ont exhorté le président Obama à adopter une position dure à l'égard de la conclusion du Cycle de Doha en fonction de ce qui se trouve actuellement sur la table. Les trois organismes affirment que les textes actuels sur les modalités révisées « auraient produit un résultat fortement déséquilibré », et qu'il ne faut, par conséquent, pas les considérer comme « la base pour faire progresser les négociations »; ils ajoutent par ailleurs que « le Cycle de Doha ne peut aller de l'avant, voire réussir, jusqu'à ce que les textes soient révisés de façon à aboutir à un résultat équilibré et à de plus grandes ambitions de la part des pays en développement avancés ».

Dans son rapport annuel, le gouvernement déclare qu'il « demeure engagé à collaborer avec nos partenaires commerciaux à la réalisation d'un tel résultat (c.-à-d. un solide accord sur l'ouverture des marchés en agriculture, l'AMNA et les services). Cependant, il s'imposera de corriger le déséquilibre des négociations actuelles, dans lesquelles la valeur de ce que les États-Unis devraient céder est bien connue et facile à calculer, alors que les flexibilités générales disponibles aux autres laissent dans le vague la valeur que comportent les nouvelles possibilités pour nos travailleurs, nos agriculteurs, nos éleveurs et nos entreprises ».

Les observateurs commerciaux conviennent que le rapport vise manifestement des pays tels que le Brésil, la Chine et l'Inde, qui ont rejeté la demande des États-Unis pour un résultat plus ambitieux à l'égard du MSS et des initiatives sectorielles. Le 5 mars, le DG a de nouveau mis en garde contre les éventuels problèmes que l'on créerait si on s'éloignait de ce qui se trouve actuellement sur la table. « Si vous souhaitez aller de l'avant, je conseille fortement de prendre comme point de départ l'endroit où nous sommes arrivés », a-t-il déclaré. Les États-Unis devraient revoir leur position sur le commerce lorsque le Sénat aura confirmé le nouveau représentant au Commerce américain, M. Ron Kirk. Selon les dernières nouvelles, l'audition de M. Kirk devrait se dérouler le 9 mars.

## Prochains événements

- Conseil général, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Deuxième conférence du G-20, 2 avril 2009 (Londres)
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, Italie)
- Conférence de l'APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)
- Forum public de l'OMC, 28-30 septembre 2009